

L'Europe veut réduire la règle d'unanimité

Pour renforcer le poids de l'Europe dans le monde, la Commission Juncker propose aux États européens de prendre davantage de décisions de politique étrangère à la majorité qualifiée.

Depuis sa création, l'UE éprouve des difficultés à avoir une influence dans le monde en rapport avec sa taille et sa puissance économique. Son talon d'Achille est la règle d'unanimité, qui permet à un État de bloquer une décision de politique étrangère.

Le remède, qui consiste à accroître le recours à la majorité, est aussi ancien que le projet européen. Mais la volonté politique n'y est pas. Les choses pourraient changer. Poussée par son président sortant Jean-Claude Juncker, la Commission européenne a adopté une proposition visant à généraliser la majorité qualifiée dans des domaines spécifiques.

«Dans certains cas, l'unanimité bloque tout, dit une source de la Commission, la majorité qualifiée est prévue par les Traités, mais le problème, c'est qu'on n'utilise pas toutes ces dispositions.»

Concrètement, la Commission européenne propose de recourir à la majorité qualifiée en matière de droits de l'homme, en politique de sanctions et pour les missions de politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

Dans cette proposition, la Commission avance plusieurs exemples où l'UE a été empêchée de prendre une position par un seul État, comme l'adoption de sanction contre le Belarus et le Venezuela en 2017.

La proposition n'est en rien une révolution de palais visant à généraliser la majorité qualifiée. *«Tout le reste sera soumis à la règle d'unanimité, de telle sorte que la majorité resterait l'exception»*, ajoute cette source. Le Traité de l'UE prévoit, par ailleurs, des sauvegardes dans certaines matières, comme la défense, où la majorité qualifiée ne peut être utilisée.

À quelques mois des élections européennes, la proposition va faire grincer des dents certains gouvernements emportés par la fièvre nationaliste et rétifs à une montée en puissance de l'Europe sur la scène internationale, Hongrie en tête.

Les chefs d'État ou de gouvernement sont invités à adopter cette proposition lors du sommet prévu à Sibiu, en Roumanie, le 9 mai 2019.

V.G.

«Dans certains cas, l'unanimité bloque tout.»